

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 23 au 29 juin 2026

Sommaire

Le graphique de la semaine2

Fait marquant : Premier discours économique d'Andy Burnham, probable futur Premier ministre2

En bref3

Actualités macroéconomiques3

CONJONCTURE3

FISCALITE4

Actualités commerce et investissement4

COMMERCE4

SANCTIONS.....5

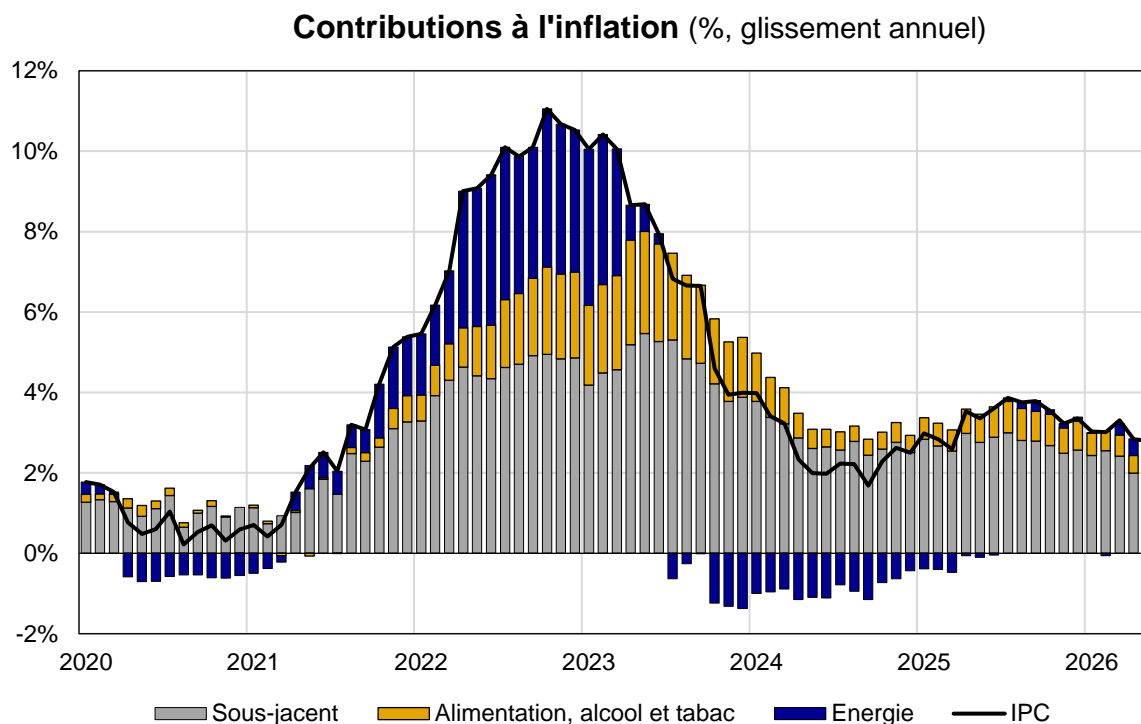
Actualités financières5

REGLEMENTATION FINANCIERE5

MARCHES FINANCIERS6

FONDS DE PENSION.....6

Le graphique de la semaine



Source : SER de Londres, à partir des données de l'ONS. Dernier point : mai 2026

Fait marquant : Premier discours économique d'Andy Burnham, probable futur Premier ministre

Dans son premier grand discours depuis son retour comme député à Westminster et l'annonce de sa candidature au poste de leader du parti travailliste, Andy Burnham a présenté lundi 29 juin ses priorités en matières économiques. Il a mis l'accent sur une plus grande « dévolution » vers les échelons locaux de gouvernance.

L'agenda économique d'A. Burnham met en avant un plus grand contrôle public sur les services publics essentiels (eau, logement, énergie, transports), une forme de souveraineté industrielle passant par une préférence nationale dans la commande publique, la construction de logements sociaux et l'emploi des jeunes. En matière de commande publique, A. Burnham juge qu'au lieu de s'approvisionner à l'étranger à bas coût, l'argent du contribuable doit servir les intérêts des entreprises au Royaume-Uni et améliorer la résilience des capacités productives du pays, en les rendant plus compétitives. Sur l'emploi et les compétences, il propose une forme de « parité » entre les formations techniques et les formations universitaires, veut renforcer le soutien à la santé mentale des jeunes, et souhaite que les entreprises aidées par des dispositifs publics s'engagent en retour à accueillir des jeunes en apprentissage.

Du côté des finances publiques, Andy Burnham s'est engagé à la discipline budgétaire et au respect des règles actuelles de finances publiques. Pour autant, ses propositions se traduisent principalement par des hausses de dépenses ou des diminutions de

recettes : ainsi pour soutenir les commerces locaux et les pubs, A. Burnham souhaite réformer les « business rates » (taxe foncière auxquelles les entreprises sont assujetties). En parallèle, il entend réduire les dépenses liées aux prestations sociales. Le discours n'a pas mentionné d'éléments de politique commerciale ni de référence au rapprochement avec l'Union européenne.

En bref

- Depuis le 23 juin, la livre sterling s'est appréciée par rapport au dollar américain et a atteint 1,3255 \$ (+0,4 %). En revanche, la livre sterling est restée stable par rapport à l'euro et a atteint 1,1601 € (0,0 %).
- Au 29 juin, les rendements longs du gilt (obligation souveraine) sont en baisse, le rendement du gilt à 10 ans augmente à 4,73 % (-2,6 pdb par rapport à la semaine précédente), celui du gilt à 30 ans diminue à 5,44 % (-2,2 pdb).
- Le Royaume-Uni et l'Australie ont publié le [Memorandum of Understanding](#) conclu en avril dernier, en soutien de leur partenariat d'investissement par lequel les deux pays entendent faciliter les flux d'investissement transfrontaliers de leurs fonds de pension respectifs.
- La Banque d'Angleterre ouvre une [consultation](#) sur le design de ses futures infrastructures de paiement de détail domestiques (voir [Brèves n°8](#)).
- La Prudential Regulation Authority (PRA) a [publié](#) son rapport annuel pour l'exercice 2025-2026.

Actualités macroéconomiques

Conjoncture

Les indicateurs d'activité du secteur privé britannique se sont de nouveau contractés en juin, l'indice PMI composite s'établissant à 49,4, contre 49,7 en mai. Ce repli est principalement imputable au secteur des services, où la hausse des coûts et le recul de la confiance des clients ont pesé sur l'activité. Les entreprises interrogées attribuent cette faiblesse aux répercussions économiques du conflit au Moyen-Orient, notamment la hausse des coûts de l'énergie et des transports et les tensions sur les chaînes d'approvisionnement, ainsi qu'à l'incertitude en politique intérieure qui freine les décisions de consommation et d'investissement. Si l'activité manufacturière est restée orientée à la hausse, portée par des commandes anticipées liées à la constitution de stocks de précaution, ce soutien demeure temporaire, la progression des nouvelles commandes manufacturières ayant ralenti jusqu'à atteindre son plus faible rythme depuis six mois. Les nouvelles commandes dans l'ensemble du secteur privé ont enregistré leur plus forte baisse depuis avril 2025, tandis que les carnets de commandes se sont contractés au rythme le plus rapide depuis sept mois, entraînant une nouvelle réduction des effectifs dans le secteur privé, principalement dans les services. Enfin, les anticipations d'activité à douze mois se sont légèrement améliorées, portées par l'espoir d'une normalisation des chaînes d'approvisionnement et d'un redressement de la demande, tout en restant pénalisées par les incertitudes

géopolitiques, l'inflation et la faiblesse de la consommation. *Pour rappel, un indice supérieur à 50 indique une hausse de l'activité par rapport au mois précédent, tandis qu'un indice inférieur à 50 traduit une contraction.*

Fiscalité

Selon les estimations provisoires publiées par HM Revenue & Customs ([HMRC](#)), l'écart entre les recettes fiscales théoriquement dues et les montants effectivement perçus (« tax gap ») s'est élevé à 59,2 Md£ au titre de l'exercice 2024-2025, soit 6,4 % des recettes fiscales potentielles, contre 52,8 Md£ (6,0 %) un an plus tôt. HMRC a ainsi collecté 865,2 Md£, soit 93,6 % des recettes fiscales dues. Les petites entreprises demeurent la principale source de cet écart, représentant 62 % du total, une proportion stable par rapport à l'année précédente mais en hausse depuis 2020-2021 (58 %). HMRC souligne par ailleurs que cet écart pourrait avoir été sous-estimé les années précédentes. À l'inverse, les grandes entreprises ne représentent qu'environ 12 % du tax gap. Par type d'impôt, l'impôt sur les sociétés et l'ensemble impôt sur le revenu constituent chacun 35 % du tax gap. Les principales causes identifiées restent les erreurs déclaratives, davantage que la fraude organisée.

Le ralentissement du marché immobilier britannique réduit le nombre de logements qui seront soumis à la future *High-Value Council Tax Surcharge (HVCTS)*, surnommée « *mansion tax* », dont l'entrée en vigueur est prévue en avril 2028. Cette taxe s'appliquera aux logements situés en Angleterre et valorisés à plus de 2 M£, avec un prélèvement annuel à partir de 2 500 £. Selon les estimations de l'[agence Hamptons](#), le nombre de biens dépassant le seuil de 2 M£ est inférieur de 8 800 logements à celui observé lors de l'annonce de la mesure en novembre 2025. Cette contraction, liée à la baisse des prix de l'immobilier haut de gamme – notamment à Londres – et aux stratégies de vendeurs visant à maintenir les prix sous le seuil taxable, réduirait les recettes attendues d'environ 28 M£ par an par rapport aux estimations initiales. Dans un document publié en avril, l'Office for Budget Responsibility ([OBR](#)) estimait que la taxe rapporterait environ 400 M£ par an.

Actualités commerce et investissement

Commerce

Le ministre du Commerce chinois Wang Wentao se rend cette semaine au Royaume-Uni pour la tenue de la [Joint Economic and Trade Commission \(JETCO\)](#). L'édition précédente s'était déroulée en septembre 2025 à Pékin à l'occasion du déplacement du ministre du commerce et des affaires Peter Kyle. Selon la presse, les discussions devraient porter principalement sur le commerce des services. À la suite de la visite du Premier ministre Keir Starmer en Chine en janvier 2026, les deux pays ont en effet lancé une étude de faisabilité en vue d'un éventuel accord de libre-échanges sur les services. Les échanges de services entre le Royaume-Uni et la Chine sont déjà en forte progression : selon un rapport du [China-Britain Business Council](#), en 2025, les exportations britanniques de services vers la Chine ont atteint un niveau record, avec un excédent commercial de 11,7 Md£, en hausse de 7,5 % par rapport à 2024.

Le gouvernement britannique ajuste ses [quotas](#) sur les importations d'acier avant l'entrée en vigueur de la nouvelle mesure de sauvegarde au 1^{er} juillet. La réduction totale des quotas exemptés de droit de douane est abaissée de -60 à -51 %, tandis que l'application de droits à 50 % pour les importations hors quota est maintenue. Parmi les explications à ces évolutions, on peut noter des interrogations sur l'impact de la mesure de sauvegarde britannique sur l'acier pour le plan d'investissement pluriannuel dans la [défense](#) (Defence Investment Plan - DIP) : le renchérissement des importations lié à la sauvegarde n'aurait pas été intégré, et le Department for Business and Trade et le Ministry of Defense auraient ainsi travaillé ensemble afin de réduire cet impact. Le DIP (et ses nombreux retards) est un sujet sensible politiquement, avec la démission du ministre des Armées John Healey il y a deux semaines en raison de ce sujet (voir [Brèves n°24](#)). Les secteurs en aval utilisateurs d'acier ont également alerté sur le risque de renchérissement des coûts inhérent aux mesures de sauvegarde.

La [Trade Remedies Authority](#) (TRA) propose de prolonger pour une durée de cinq ans les mesures antidumping applicables aux importations de fil machine en provenance de Chine, à l'issue d'un réexamen concluant que la suppression de ces droits entraînerait probablement une reprise du dumping et un préjudice important pour l'industrie sidérurgique britannique. La mesure consisterait à maintenir les droits antidumping actuels, fixés à 24 % pour la plupart des exportateurs chinois et à 7,9 % pour le Valin Group. La TRA a ouvert une période de consultation de 30 jours avant de transmettre sa recommandation finale au ministre chargé du Commerce, qui décidera du maintien ou non de ces mesures.

Sanctions

Dans un entretien accordé au [Financial Times](#), Giles Thomson, Directeur de l'Office of Financial Sanctions Implementation (OFSI) a déclaré souhaiter renforcer ses mesures de contrôle en engageant davantage de procédures à l'encontre des entreprises ayant enfreint les sanctions visant l'Iran. Cette évolution intervient dans un contexte d'élargissement du régime de sanctions britanniques à l'égard de l'Iran et s'inscrit dans une stratégie plus large de renforcement des capacités de contrôle de l'OFSI. Parallèlement, l'autorité prévoit un relèvement du plafond des sanctions financières (de 1 à 2 M£ ou de 50 % à 100 % de la valeur de l'infraction), intensifie sa coopération avec les autorités américaines en vue de potentielles actions conjointes et fait de la lutte contre le contournement des sanctions, notamment via les cryptomonnaies, l'une de ses priorités.

Actualités financières

Réglementation financière

Dans un [discours](#), le Président de la Financial Conduct Authority (FCA) Nikhil Rathi, explicite l'approche du régulateur pour faire face au déploiement de l'intelligence artificielle (IA). Il explique que les services financiers seront au cœur de l'économie britannique de l'IA, en apportant le capital, les infrastructures et la confiance nécessaires pour faire passer cette technologie à l'échelle. Nikhil Rathi souligne que l'IA évolue plus vite que les cadres réglementaires classiques, et que la FCA doit donc repenser sa façon de superviser, de recueillir l'information et de collaborer avec les acteurs du marché. Le régulateur insiste aussi sur deux axes de montée en puissance pour les services financiers - les systèmes agentiques et la tokenisation - qu'il voit

comme des leviers pour réduire les frictions, abaisser les coûts et créer de nouveaux services. La FCA n'envisage pas de créer de nouvelles règles spécifiques à l'IA, préférant se concentrer sur la facilitation d'un usage sûr (par exemple avec le développement de la « *supercharged sandbox* » dédiée au sujet), et sur sa propre utilisation de l'IA en tant que régulateur.

La Financial Conduct Authority (FCA) ouvre une [consultation](#) sur des ajustements ciblés des règles de cotation applicables aux fonds fermés d'investissement, afin de mieux encadrer les conflits d'intérêts et de protéger les actionnaires minoritaires. La FCA veut aligner les protections applicables aux gestionnaires sortants et entrants (pour éviter qu'un changement de gérant n'affaiblisse l'encadrement des frais ou des stratégies), mieux reconnaître les liens entre administrateurs et actionnaires significatifs, et traiter les cas où un actionnaire de poids est aussi gestionnaire du fonds. Cette consultation s'inscrit dans le contexte de l'offensive ces derniers mois de l'investisseur activiste américain Saba Capital, qui cherche à prendre le contrôle du Edinburgh Worldwide Investment Trust en remplaçant son conseil d'administration et son gestionnaire d'investissement actuel. L'Association of Investment Companies (AIC) avait appelé à une réforme du sujet (voir [Brèves n°14](#)). La consultation est ouverte jusqu'au 14 août 2026, avec une finalisation des règles visée avant la fin de l'année.

Marchés financiers

Baillie Gifford [lance](#) en partenariat avec Bank of New York Mellon le premier fonds nativement tokenisé au Royaume-Uni. Le fonds dénommé BAGEY est un fonds obligataire libellé en dollars, avec les jetons (*tokens*) émis directement sur les blockchains Ethereum et Solana. Ce lancement fait suite à la publication par la FCA fin avril 2026 de ses règles encadrant la tokenisation des fonds (voir [Brèves n°18](#)), avant de proposer à l'avenir ses règles sur la tokenisation des actifs sous-jacents puis des flux de cash.

Fonds de pension

Le fonds de pension de British Telecom [acte](#) une perte de 300 M£ liée à son investissement dans ThamesWater. Lors d'une présentation [vidéo](#) aux investisseurs, le fonds de pension a dévoilé le montant de la perte passée suite à l'effacement de sa participation de 8,7 % au capital sans préciser à quelle période cela a été fait. ThamesWater, fournisseur d'eau, est en grande difficulté financière avec un endettement supérieur à 20 Md£, qui a entraîné sa prise de contrôle par un consortium de ses créanciers incluant les acteurs financiers Elliott et Apollo. Le UK Universities Superannuation Scheme ainsi que l'Ontario Municipal Employees Retirement System (OMERS) font partie des autres fonds de pension affectés par les difficultés de ThamesWater.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres et Service de l'attachée fiscale

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr